



Unités intégrées de lutte contre le crime organisé

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉSILIENT

En 2009, on dénombrait 157 unités intégrées de lutte contre le crime organisé. Leur succès repose sur la clarté et la constance des rôles et des responsabilités de leurs membres et de leurs partenaires.

Le perfectionnement croissant des organisations criminelles au Canada et la nature étendue du crime organisé exigent une réponse tout aussi élaborée en matière de réglementation et d'application de la loi. Au Canada, on a créé un certain nombre d'unités auxquelles participent les organismes d'application de la loi et d'autres organismes connexes, souvent de différentes administrations (p. ex. fédérale, provinciales ou territoriales), dans le but de lutter de manière plus efficace contre le crime organisé. Le but de la présente étude est double : recenser toutes les équipes et les unités intégrées en activité au Canada et effectuer une analyse qualitative détaillée d'un sous-groupe de ces unités afin de mieux comprendre leurs procédures de fonctionnement, leurs défis et les éléments à la base de leur réussite.

Les chercheurs ont utilisé la méthode de sondage en boule de neige pour recenser toutes les équipes et les unités intégrées au Canada et obtenir leurs renseignements de base (p. ex. nom de l'unité, lieu, mandat, date de création, activités et groupes criminels visés). Des entrevues en profondeur et semi-structurées ont été menées auprès de membres de certaines unités. Aux données recueillies lors des entrevues s'ajoutent des documents écrits supplémentaires fournis par les unités (ententes, statuts, études, etc.).

Les chercheurs ont établi une base de données de 157 unités aux situations géographiques, aux structures de gouvernance et aux mandats variés. Les participants aux entrevues ont souligné les diverses forces de leurs unités, ainsi que les pratiques exemplaires qui les aident à surmonter les difficultés

qu'ils rencontrent. Certaines des pratiques exemplaires clés mentionnées : avoir un protocole d'entente solide qui aide les gestionnaires d'unités à définir leurs mandats et à bien établir les rôles, les responsabilités et les apports de tous les partenaires; s'assurer que tous les membres de l'équipe connaissent et respectent leurs rôles et responsabilités; faire en sorte que les postes sont occupés par des personnes motivées et disposées à travailler en équipe; travailler avec les partenaires afin de s'assurer que les nouveaux membres ont les compétences et les qualités nécessaires pour travailler au sein de l'unité intégrée; faire preuve de souplesse face aux différentes politiques et procédures des organismes partenaires.

L'examen des unités intégrées a également révélé que le fait de gagner la confiance et l'appui de la haute direction de tous les partenaires ainsi que du gouvernement contribue au succès des unités. L'appui de la direction assure un bon leadership, un engagement, une adhésion au projet et une participation, tout en aidant la responsabilisation et la supervision. Un appui solide de la direction peut aussi aider à résoudre les problèmes internes de l'unité. Le soutien administratif, qu'il soit municipal, provincial ou fédéral, peut favoriser une contribution continue de ressources financières et humaines.

Parmi les problèmes relevés par les participants, notons : les difficultés à obtenir les ressources humaines ou financières, l'absence d'un système unique et commun de gestion et d'échange de l'information, ainsi que les difficultés à convaincre les organismes municipaux de permettre à leurs membres de travailler hors de leurs zones de compétence. Quelques participants ont mentionné que le manque d'engagement d'un partenaire peut nuire à l'efficacité d'une unité.

Au cours de l'étude, les auteurs ont abordé plusieurs facettes des unités intégrées, sans



pouvoir se pencher en détail sur aucune d'entre elles. Ils suggèrent d'approfondir les recherches dans certains domaines précis, comme le financement ou la gouvernance. Certains organismes pourraient être réticents à l'idée de financer des unités qui opèrent hors de leur territoire et qui profitent principalement à d'autres municipalités, régions ou provinces. Or, même s'il peut être concentré dans une zone en particulier, le crime organisé a des répercussions partout.

Les auteurs font remarquer qu'il serait important d'étudier en profondeur la question de l'échange des renseignements et des données et d'analyser les différents systèmes en place pour examiner leurs différences, ainsi que les différentes procédures utilisées par les unités pour consigner et gérer les données et les renseignements.

Les auteurs suggèrent également de mener des études sur la façon de mesurer le degré de réussite des unités intégrées, les effets de leurs activités sur les crimes qu'elles jugent prioritaires et la façon dont les initiatives profitent à tous les partenaires. Réfléchir à ces questions pourrait aider à justifier l'existence des unités intégrées et la contribution des partenaires à ces unités.

Chorney, Brenda, Rick Linden et Rita Gunn. *Les unités intégrées contre le crime organisé : Rapport d'analyse*, Ottawa, Sécurité publique Canada, Secteur de la police et de l'application de la loi, 2010.

Chorney, Brenda, Rick Linden et Rita Gunn. *Les unités intégrées contre le crime organisé : Inventaire canadien complet*, Ottawa, Sécurité publique Canada, Secteur de la police et de l'application de la loi, 2010.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la recherche en matière de crime organisé au sein de Sécurité publique Canada, veuillez communiquer avec l'Unité de recherche sur le crime organisé à l'adresse ocr-rco@ps-sp.gc.ca.

Les résumés de recherche sur le crime organisé sont rédigés pour Sécurité publique Canada et le Comité national de coordination sur le crime organisé (CNC). Le CNC et ses comités régionaux et provinciaux de coordination travaillent à différents niveaux en misant sur un but commun : établir des liens entre les organismes d'application de la loi et les décideurs du secteur public afin de lutter contre le crime organisé. Les résumés de recherche sur le crime organisé appuient les objectifs de recherche du CNC en faisant ressortir des renseignements fondés sur la recherche qui sont pertinents pour l'élaboration de politiques ou d'opérations. Les opinions exprimées dans le présent résumé sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de

Sécurité publique Canada ou du Comité national de coordination sur le crime organisé.